

## Burundi : les manifestations contre la France se multiplient

Jeune Afrique, 17 août 2016 Les manifestations contre la France, pays à l'origine de la résolution 2303 du Conseil de sécurité des Nations Unies autorisant le déploiement de 228 policiers des Nations unies, continuent un peu partout dans le pays avec la bénédiction du gouvernement. Ce dernier ne peut cependant plus compter sur la Chine ou la Russie pour le soutenir. Les weekends se suivent et se ressemblent à Bujumbura. Chaque samedi matin, la sagesse recommande de passer quelques coups de fil avant de partir de chez soi. Histoire de s'informer pour ne pas tomber nez à nez avec la marée de taxi-volos, sous haute surveillance de la police, qui manifestent contre la résolution 2303 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Même scénario dans les campagnes. Samedi 13 août, hommes et femmes à certains forcés par les autorités locales des témoignages sur place envahissaient les rues de la commune Rugombo, province Cibitoke, pour dire « non » à ce que le pouvoir qualifie d'ingérence étrangère, et crier « assez » à la France qui a adopté la résolution. « L'État se resserme » « L'État se resserme » sur le gouvernement, dit un ancien diplomate qui suit de près la situation au Burundi. Dans ce cas, ce n'est pas la première fois que la France initie des résolutions contre le Burundi. La seule nouveauté au Conseil de sécurité est l'absence de veto de la Chine et de la Russie. « C'est un véritable scandale de la diplomatie régionale » une litanie d'erreurs et d'incidents diplomatiques qui seraient en train de pousser les pays amis du Burundi à changer leur fusil de paule : « Faire la sourde oreille sur l'importance d'inclure, boycotter le sommet de l'Union Africaine, s'absenter sans raison valable devant la commission des Nations unies contre la torture, ne pas mener d'enquêtes objectives sur la mort de Hafsa Mossi, députée de l'EAC » Un rapport accablant La liste n'est pas exhaustive, renchérit l'ex-diplomate, qui conclut : « L'image du Burundi se détériore jour sur la scène internationale. Et les choses risquent de se compliquer davantage si l'Union Africaine, la Chine et la Russie tournent le dos aux autorités du pays ». Une situation qui met de plus en plus Bujumbura en mauvaise posture, alors qu'un nouveau rapport accablant des Nations unies a été diffusé vendredi 12 août. Celui-ci fait état de 30 exécutions extrajudiciaires, 651 cas de torture et 36 disparitions forcées dont se seraient rendus responsables la police et le service des renseignements entre avril 2015 et avril 2016. Arnel Gilbert Bukeyenza